

**Accord collectif de prévoyance**

**EXPLOITATIONS DE POLYCULTURE, D'ÉLEVAGE,  
DE VITICULTURE ET DE MARAÎCHAGE,  
DES ENTREPRISES DE BATTAGES  
ET DE TRAVAUX AGRICOLES ET CUMA  
(MAINE-ET-LOIRE)  
(19 septembre 1991)**

(Etendu par arrêté du 5 novembre 1992,  
*Journal officiel* du 17 novembre 1992)

---

AVENANT N° 3 DU 11 AVRIL 2006 (1)

NOR : AGRS0797010M

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de  
Maine-et-Loire (section légumes),

D'une part, et

L'union départementale CGT de Maine-et-Loire ;  
Le syndicat CFDT agro et production de l'Anjou ;  
L'union départementale CGT-FO de Maine-et-Loire ;  
Le syndicat des cadres d'entreprises agricoles CGC ;  
Le syndicat des salariés agricoles de l'Anjou CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 1<sup>er</sup> de l'accord de prévoyance du 19 septembre 1991 est ainsi  
rédigé : « Le présent accord concerne les salariés des exploitations de marai-  
chage de Maine-et-Loire. »

---

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

## Article 2

Le *b* de l'article 3 est ainsi rédigé :

« Les salariés soumis à la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952 sont indemnisés aux taux fixés par l'article 20 de ladite convention.

Pour ces salariés, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2006, les taux de cotisations finançant la garantie de ressources du 4<sup>e</sup> au 20<sup>e</sup> jour d'arrêt de travail pour cause de maladie ou accident de la vie privée sont les suivants :

	PART SALARIALE (en pourcentage)	PART PATRONALE (en pourcentage)	TOTAL (en pourcentage)
Du 4 <sup>e</sup> au 10 <sup>e</sup> jour d'arrêt			
- tranche A	0,18	0	0,18
- tranche B	0,31	0	0,31
Du 11 <sup>e</sup> au 20 <sup>e</sup> jour d'arrêt			
- tranche A	0	0,12	0,12
- tranche B	0	0,29	0,29

Pour les salariés susmentionnés, la gestion de la garantie de ressources est assurée par la Caisse de prévoyance des cadres d'entreprises agricoles (CPCEA), 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 08. »

## Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de Maine-et-Loire.

Fait à Angers, le 11 avril 2006.

(Suivent les signatures.)